

ARRETE N° 282 / MINJUSTICE DU 19 AOUT 2026
portant ouverture d'un concours direct pour le recrutement de
cinquante (50) Intendants des Prisons.

**LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA JUSTICE,
GARDE DES SCEAUX,**

- Vu** la Constitution ;
 - Vu** le Décret n°75/459 du 26 juin 1975 déterminant le régime de rémunération des personnels civils et militaires de la République du Cameroun, modifié par le Décret n°79/64 du 03 mars 1979 ;
 - Vu** le décret n°92/066 du 05 avril 1992 portant création et organisation de l'Ecole Nationale de l'Administration Pénitentiaire ;
 - Vu** le décret n°94/199 du 07 octobre 1994 portant Statut Général de la Fonction Publique, modifié et complété par le décret n°2000/287 du 12 octobre 2000 ;
 - Vu** le décret n°2010/365 du 29 novembre 2010 portant Statut Spécial du Corps des fonctionnaires de l'Administration Pénitentiaire ;
 - Vu** le décret n°2011/408 du 09 décembre 2011 portant organisation du Gouvernement ;
 - Vu** le décret n°2011/410 du 09 décembre 2011 portant formation du Gouvernement ;
 - Vu** le décret n°2012/389 du 18 septembre 2012 portant organisation du Ministère de la justice ;
 - Vu** le décret n°2000/696/PM du 13 septembre 2000 fixant le régime général des concours administratifs ;
 - Vu** la correspondance n°B70/D16/SG/PM du 26 juillet 2018 relative à la gestion des dossiers de carrière et des concours administratifs à la Fonction Publique ;
 - Vu** la correspondance n°B70/D16/SG/PM du 18 mai 2026 approuvant le plan de recrutement dans la Fonction Publique pour l'exercice 2026, et autorisant le recrutement de 490 Personnels de l'Administration Pénitentiaire ;
- Considérant les nécessités de service ;

ARRETE :

Article 1^{er} : (1) Il est ouvert, au titre de l'année 2026, un concours direct pour le recrutement de **cinquante (50) Intendants des Prisons** catégorie « B » de la Fonction Publique.

(2) Ledit concours se déroulera les **5, 6, 7, 8, 10 et 11 octobre 2026** dans tous les chefs-lieux de Région.

Article 2 : (1) Peuvent faire acte de candidature, les jeunes camerounais des deux sexes remplissant les conditions suivantes :

- être de bonne moralité ;
- être âgé de 17 ans au moins et 30 ans au plus au 1^{er} Janvier 2026 (**être né (e) entre le 1^{er} janvier 1996 et le 1^{er} janvier 2009**) ;

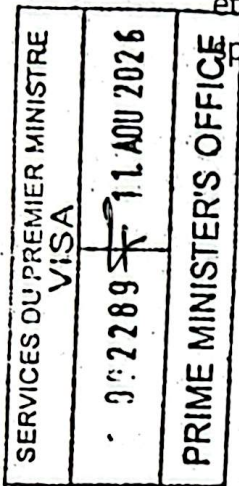


- être titulaire du Baccalauréat de l'Enseignement Secondaire, du General Certificate of Education Advanced Level (GCE AL) obtenu en deux matières au moins pendant une seule et même session, exceptée celle intitulée "RELIGIOUS KNOWLEDGE", ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;
- avoir une taille d'au moins 1,55m pour les candidats de sexe féminin et 1,65m pour les candidats de sexe masculin ;
- être indemne de toute infection ou maladie de nature à ouvrir droit à un congé de longue durée.

(2) Le présent concours n'est pas ouvert aux fonctionnaires de l'Administration Pénitentiaire.

Article 3: (1) Les dossiers de candidature qui seront reçus complets dans les Délégations Régionales de l'Administration Pénitentiaire jusqu'au **4 septembre 2026** délai de rigueur, comprendront les pièces suivantes :

1. une demande d'inscription manuscrite, sur papier timbré à 1500 FCFA, datée, signée et adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des sceaux, précisant explicitement :



- les noms, prénoms, adresse, sexe, date et lieu de naissance du candidat ;
- le Département et la Région d'origine du candidat ;
- le concours sollicité ;
- la langue de composition ;
- le centre d'examen choisi ;
- le numéro de la Carte Nationale d'Identité du candidat (les récépissés de Carte Nationale d'Identité sont formellement interdits) ;
- l'énumération des pièces jointes à la demande.

2. une photocopie certifiée conforme du diplôme exigé, signée par une autorité administrative compétente et datant de moins de trois (03) mois ;
3. une attestation de présentation de l'original dudit diplôme, signée par une autorité administrative compétente ;
4. une photocopie certifiée conforme de l'acte de naissance du candidat, signée par une autorité civile compétente et datant de moins de trois (03) mois ;
5. un extrait de casier judiciaire (Bulletin n°3) datant de moins de trois (03) mois ;
6. un certificat de toise régulièrement timbré, conforme aux conditions ci-dessus indiquées ;
7. un certificat médical modèle réglementaire délivré par un médecin de l'Administration, datant de moins de trois (03) mois ;
8. un mandat poste de 25.000 (vingt-cinq mille) FCFA adressé à Monsieur le Directeur de l'Administration Pénitentiaire (Ministère de la Justice, Yaoundé), représentant les frais de participation au concours ;
9. une enveloppe de format A4 à l'adresse du candidat affranchie d'un timbre-poste au tarif réglementaire ;

10. deux photos d'identité 4 x 4, portant au verso le nom du candidat ;
11. un curriculum vitae non timbré et dûment signé du candidat.

(2) Les candidats de sexe féminin mariés devront obligatoirement joindre un acte d'engagement de leur époux dûment légalisé, par lequel celui-ci prend acte de l'affectation à tout moment de son épouse dans n'importe quelle région du territoire national, lorsque les nécessités de service l'exigent.

(3) Tout dossier incomplet, parvenu en retard ou dont les pièces n'auront pas été signées par les autorités compétentes, sera purement et simplement rejeté.

(4) Les listes des candidats autorisés à participer au concours seront publiées par voie d'affichage au Ministère de la Justice et dans les dix Délégations Régionales de l'Administration Pénitentiaire.

Article 4 : Le concours comporte un test de présélection (visite médicale, épreuves physiques), des épreuves écrites, des épreuves orales et une visite médicale approfondie. Les épreuves sont notées de 0 à 20. La note éliminatoire est de 06/20 pour chaque matière. Le programme desdites épreuves est précisé dans l'annexe joint au présent arrêté.

Article 5 : (1) La visite médicale de présélection portera sur la taille, le poids, l'acuité visuelle et auditive, l'aptitude à assurer des fonctions qui demandent une bonne condition physique et la présentation générale.

(2) Les épreuves physiques de présélection notées de 0 à 20 comportant une note éliminatoire de 06/20 porteront sur une course de vitesse, une course de résistance et un exercice chronométré de tonicité musculaire, suivant les précisions ci-après :

- la course de vitesse chronométrée porte sur 100 m pour les candidats des deux sexes ;
- la course de résistance également chronométrée porte sur 1000 m pour les candidats de sexe féminin et 1500 m pour les candidats de sexe masculin ;
- un exercice chronométré de tonicité musculaire qui consiste à avoir les bras tendus, le corps en V jusqu'à épuisement pour les candidats des deux sexes.

Article 6 : (1) Les candidats se présenteront aux lieux retenus une heure avant le début de chaque épreuve et devront obligatoirement se munir de leur carte nationale d'identité, du récépissé de dépôt du dossier et du nécessaire pour composer, à l'exception du papier de composition.

(2) Les lieux où se dérouleront la visite médicale, les épreuves physiques, écrites et orales seront indiqués par voie d'affichage.



(3) Seuls les candidats ayant subi avec succès la visite médicale de présélection et les épreuves physiques seront autorisés à présenter les épreuves écrites.

Article 7 : Les épreuves écrites se dérouleront suivant le chronogramme ci-après :

Dates	Nature des épreuves	Coef	Durée	Note éliminatoire	Horaire
5, 6, 7, 8 octobre 2026	Visite médicale de présélection				8h-16h
	Epreuve physique de présélection			6	
10 octobre 2026	Culture Générale	4	4h	6	8h-12h
	Administration Pénitentiaire	3	3h	6	14h-17h
11 octobre 2026	Droit	3	3h	6	8h-11h

Article 8 : Seuls subiront les épreuves orales d'admission, les candidats qui, sans note éliminatoire, auront obtenu sur l'ensemble des épreuves écrites une moyenne de 11/20.

Article 9 : Les résultats définitifs du concours seront publiés par le Ministre d'Etat, Ministre de la Justice, Garde des Sceaux à l'issue de la visite médicale approfondie.

Article 10 : Le présent arrêté sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, puis inséré au Journal Officiel en français et en anglais./-



Yaoundé, le **19 AOUT 2026**
LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE LA
JUSTICE, GARDE DES SCEAUX.



**PROGRAMME DU CONCOURS DIRECT POUR LE RECRUTEMENT
DE CINQUANTE (50) INTENDANTS DES PRISONS**

1- CULTURE GENERALE : La situation politique, économique, sociale et culturelle du Cameroun, de l'Afrique ou du monde.

2- ADMINISTRATION PENITENTIAIRE :

- les instruments juridiques internationaux relatifs au traitement des détenus ;
- le Régime Pénitentiaire (Décret n° 92/052 du 27 mars 1992) ;
- le Statut Spécial du Corps des fonctionnaires de l'Administration Pénitentiaire (Décret n°2010/365 du 29 novembre 2010).

3- DROIT :

A- Droit public

a- Droit Administratif

- l'organisation administrative de l'Etat ;
- les attributions des Chefs de Circonscriptions Administratives ;
- l'organisation communale ;
- le contentieux administratif.

b- Droit Constitutionnel

- les Institutions du Cameroun présentées dans la Constitution du 18 janvier 1996 révisée ;
- la séparation des pouvoirs ;
- les systèmes présidentiels ;
- les systèmes parlementaires.

B- Droit Privé

- le droit pénal général ;
- le droit pénal spécial ;
- l'organisation judiciaire.

4- EPREUVE ORALE : L'épreuve orale portera sur le même programme que l'écrit, et consistera en un entretien avec le jury dans les deux langues officielles./-

Yaoundé, le **19 AOUT 2026**

SERVICES DU PREMIER MINISTRE	
VISA	
002289	11 AOUT 2026
PRIME MINISTER'S OFFICE	

**LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE
LA JUSTICE, GARDE DES SCEAUX**


Laurent ESSO

ORDER No. **282** /MINJUSTICE OF**19 AOUT 2026**

To launch a direct competitive examination for the recruitment of **fifty (50) Superintendents of Prisons**

**THE MINISTER OF STATE, MINISTER OF JUSTICE,
KEEPER OF THE SEALS,**

- Mindful of** the Constitution;
- Mindful of** Decree No. 75/459 of 26 June 1975 on remuneration of civil and military personnel of the Republic of Cameroon, as amended and supplemented by Decree No. 79/64 of 3 March 1979;
- Mindful of** Decree No. 92/66 of 5 April 1992 to set up and organise the National School of Penitentiary Administration;
- Mindful of** Decree No. 94/199 of 7 October 1994: General Rules and Regulations of the Public service, as amended and supplemented by Decree No. 2008/287 of 12 October 2000;
- Mindful of** Decree No. 2010/365 of 29 November 2010 on the Special Rules and Regulations of the Corps of Penitentiary Administration;
- Mindful of** Decree No. 2011/408 of 9 December 2011 to organise the Government;
- Mindful of** Decree No. 2011/410 of 9 December 2011 to form the government;
- Mindful of** Decree No. 2012/398 of 18 September 2012 to organise the Ministry of Justice;
- Mindful of** Decree No. 2000/696/PM of 13 September 2000 to lay down the general regime of public administration examinations;
- Mindful of** Correspondence No. B70/D16/SG/PM of 26 July 2018 relating to the management of professional files and administrative competitive examinations in the Public Service;
- Mindful of** Correspondence No. B70/D16/SG/PM of 18 May 2026 to approve the recruitment plan in the Public Service for the 2026 Financial Year and to authorise the recruitment of 490 Personnel of Penitentiary Administration;
- Mindful of** the needs of service;

HEREBY ORDERS AS FOLLOWS:

Article 1: (1) A direct competitive examination, for the recruitment of **fifty (50) Superintendents of Prisons**, Category "B" of the Public Service is hereby launched for the 2026 year.

(2) This competitive examination shall take place on **5, 6, 7, 8, 10 and 11 October 2026 in all Regional Headquarters.**

Article 2: (1) Young Cameroonians of both sexes who fulfil the following conditions may apply:

- be of good morality;
- be aged between 17 and 30 years on 1st of January 2026 (born between 1st January 1996 and 1st January 2009);

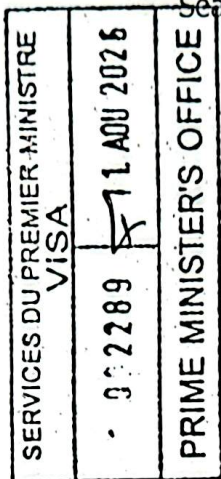
SERVICES DU PREMIER MINISTRE	
VISA	
002289	11 AOU 2026
PRIME MINISTER'S OFFICE	

- Hold the *Baccalaureat de l'Enseignement Secondaire* or General Certificate of Education Advanced Level (GCE AL) in two papers, excluding "RELIGIOUS KNOWLEDGE", obtained in one session or any equivalent diploma;
- be at least 1.55m tall for female candidates and 1.65m for male candidates;
- be free of any infection or disease that could lead to extended sick leave.

(2) This competitive examination shall not be open to Penitentiary Administration personnel.

Article 3: (1) Complete application files shall be submitted at the Regional Delegations of Penitentiary Administration by **4 September 2026** at the latest, and shall comprise:

1. a hand written application to the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals with a stamp worth CFAF 1,500 dated and signed specifying:



- the name, surname, address, gender, date and place of birth of the candidate;
- the Division and Region of origin of the candidate;
- the competitive examination the candidate is applying for;
- the language in which the candidate will write the examination;
- the chosen examination centre;
- the candidate's National Identity Card number (receipts for National Identity Cards are strictly prohibited);
- the list of documents attached to the application.

2. a certified copy of the required certificate signed by the competent administrative authority of less than three (3) months old;
3. an attestation of presentation of original of the required certificate, signed by a competent administrative authority;
4. a certified copy of the candidate's birth certificate signed by the competent civil authority of less than three (3) months old;
5. a criminal record (Bulletin No. 3) of less than three (3) months old;
6. a duly stamped certificate of height, complying with the aforementioned conditions;
7. a medical certificate issued by a public service doctor of less than three (3) months old;
8. a money order worth CFA 25,000 (twenty five) to the Director of Penitentiary Administration (Ministry of Justice, Yaounde) as examination fees;
9. an A4 envelope bearing the candidate's address and a postal stamp at the official rate;
10. two (2) passport size photographs with the candidate's names on the reverse;
11. an unstamped curriculum vitae duly signed by the candidate.

(2) Female candidates who are married must attach a duly legalized undertaking by their husbands by which the latter pledge to accept that their wives be transferred at any time to any region of the national territory when the needs of service so require.

(3) Incomplete or late files or those whose documents might have been signed by incompetent administrative authorities shall be rejected.

(4) The lists of candidates authorized to sit for the competitive examination shall be posted at the Ministry of Justice and in the ten Regional Delegations of Penitentiary Administration.

Article 4: This competitive examination shall comprise a pre-selection test (medical check-up, physical education examination), written papers, oral papers and a thorough medical check-up. Papers are scored from 0 to 20. The eliminatory score shall be 6/20 for each paper. The syllabus of these subjects is found in the annex of this Order.

Article 5: (1) The pre-selection medical check-up shall take into consideration the candidates' height, weight, visual and hearing acuity as well as the ability of the candidate to take up duties that require a good physical condition and general appearance.

(2) The physical pre-selection test whose score shall range from 0 to 20 and shall include an eliminatory score of 6/20 shall be based on sprint, long distance race and a timed muscle tone exercise, as specified below:

- the 100 m timed sprint shall be for candidates of both sexes;
- the timed 1,000 m long distance race shall be for females and the 1,500 m for males; and
- a timed muscle tone exercise consisting in stretching out the arms and the body in a V shape till exhaustion shall be for candidates of both sexes.

Article 6: (1) Candidates shall arrive at the examination halls one (1) hour before the start of each subject with their national identity card, the file deposit receipt and writing material excluding paper.

(2) Venues for medical check-up, physical education examinations, oral and written papers shall be posted.

(3) Only candidates who successfully completed the pre-selection medical check-up and physical education examinations shall be allowed to sit for the written part.

Article 7: The examinations shall be conducted based on the time-table below:

SERVICES DU PREMIER MINISTRE	
VISA	
002289	T1 AOU 2026
PRIME MINISTER'S OFFICE	

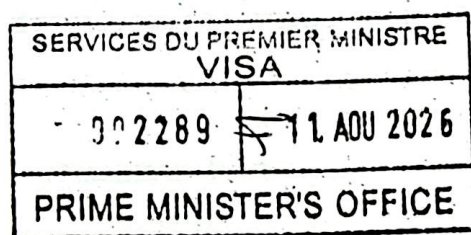
Dates	Examinations	Coefficient	Duration	Eliminatory score	Time
5, 6, 7, 8 October 2026	Pre-selection medical check-up				8 am – 4 pm
	Pre-selection Physical education examination			6	
10 October 2026	General Knowledge	4	4 hours	6	8 am – 12 pm
	Penitentiary Administration	3	3 hours	6	2 pm – 5 pm
11 October 2026	Law	3	3 hours	6	8 am – 11 am

Article 8: Only candidates, without a failing score, who shall obtain an average mark of at least 11/20 in all the written papers shall sit for the oral admission tests.

Article 9: The final results of the competitive examination shall be published by the Minister of State, Minister of Justice, Keeper of the Seals after a thorough medical check-up.

Article 10: This Order shall be registered, published according to the procedure of urgency, and inserted in the Official Gazette in English and French.

Yaounde, 19 AOUT 2026



Laurent ESSO

MINISTER OF STATE, MINISTER OF JUSTICE, KEEPER OF THE SEALS

SYLLABUS OF THE DIRECT COMPETITIVE EXAMINATION, FOR THE RECRUITMENT OF TWENTY (50) SUPERINTENDENTS OF PRISONS.

1- **GENERAL KNOWLEDGE:** The political, economic, social and cultural situation in Cameroon, Africa and the world.

2- **PENITENTIARY ADMINISTRATION:**

- international legal instruments relating to the treatment of detainees;
- the Penitentiary Regime (Decree No. 92/52 of 27 March 1992);
- the Special Rules and Regulations of the Corps of Penitentiary Administration (Decree No. 2010/365 of 29 November 2010)

3- **LAW:**

A- Public Law

a- Administrative law

- the administrative organisation of the State;
- the powers of Heads of Administrative Constituencies;
- local organisation;
- administrative litigation.

b- Constitutional Law:

- Cameroon's institutions as set out in the revised Constitution of 18 January 1996;
- the separation of powers;
- presidential systems;
- parliamentary systems

B- Private Law

- general criminal law;
- special criminal law;
- judicial organisation

4- **ORAL PAPER:** The oral paper shall cover the same syllabus as the written paper and shall consist of an interview with the jury in both official languages.

